



« La pensée néolibérale se régénère dans la crise »

CATHERINE MILLS,

ÉCONOMISTE COMMUNISTE, SPÉCIALISTE DE LA PROTECTION SOCIALE.

Partagez-vous l'idée du premier ministre

selon laquelle « les transferts sociaux » ne seraient plus moteurs de croissance et de développement ?

CATHERINE MILLS. Cette idée-là est tout à fait représentative du type de pensée dans lequel s'insère François Fillon, une pensée néolibérale, loin d'être récente mais qui redouble alors qu'elle devrait être remise en cause avec la crise. Il cherche un type d'adaptation à la crise du système capitaliste mondialisé pour prétendre le sauver alors que toutes les mesures qui ont été prises pour freiner les dépenses sociales, les emplois publics, n'ont fait que conduire à la réduction de la croissance, voire à la stagnation et à la récession. Au contraire, les dépenses sociales élargissent la demande effective et le type de progression de la productivité du travail. Parce qu'une force de travail qui est mieux soignée, mieux reposée, mieux formée est beaucoup plus investie et beaucoup plus productive. Là, on va étouffer les peuples et on va envenimer cette crise systémique.

Quelle est l'efficacité économique des mesures présentées hier, notamment celles qui concernent les ménages ?

CATHERINE MILLS. La politique familiale a permis à la France d'avoir le taux de fécondité parmi le plus élevé d'Europe (on renouvelle les générations) alors qu'en Allemagne, par exemple, il est extrêmement bas. Le problème c'est que demain la population active sera insuffisante pour créer les richesses. C'est contraire au besoin démographique, au besoin d'aider les familles, à la possibilité pour les femmes de concilier vie professionnelle et familiale. Avec les retraites, ils veulent dégager 4,5 milliards d'économie mais en réalité en repoussant l'âge de la retraite, ils vont faire des chômeurs. Les seniors sont jetés du marché du travail. Ce sont des mesures contre-productives. Notre modèle social est un amortisseur de crise et un facteur de développement.

Quels autres leviers actionner pour sortir de la crise ?

CATHERINE MILLS. Plusieurs pistes sont envisageables. D'une part, la création de deux pôles financiers publics, national et européen, certaines nationalisations de banques, de nouveaux pouvoirs pour les salariés, la réorientation des critères du crédit vers l'emploi et la formation, le rachat des titres de dette publique par la Banque centrale européenne et une nouvelle politique monétaire. D'autre part, il est désormais nécessaire d'envisager une réforme de progrès pour notre système de protection sociale et des cotisations patronales. Les entreprises qui développent l'emploi et la formation doivent disposer de taux de cotisations relativement abaissés. Cela va de paire avec le relèvement de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Enfin, au niveau européen, il est indispensable de faire converger les mouvements sociaux afin que naisse une grande mobilisation populaire.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JULIA HANLAOUI